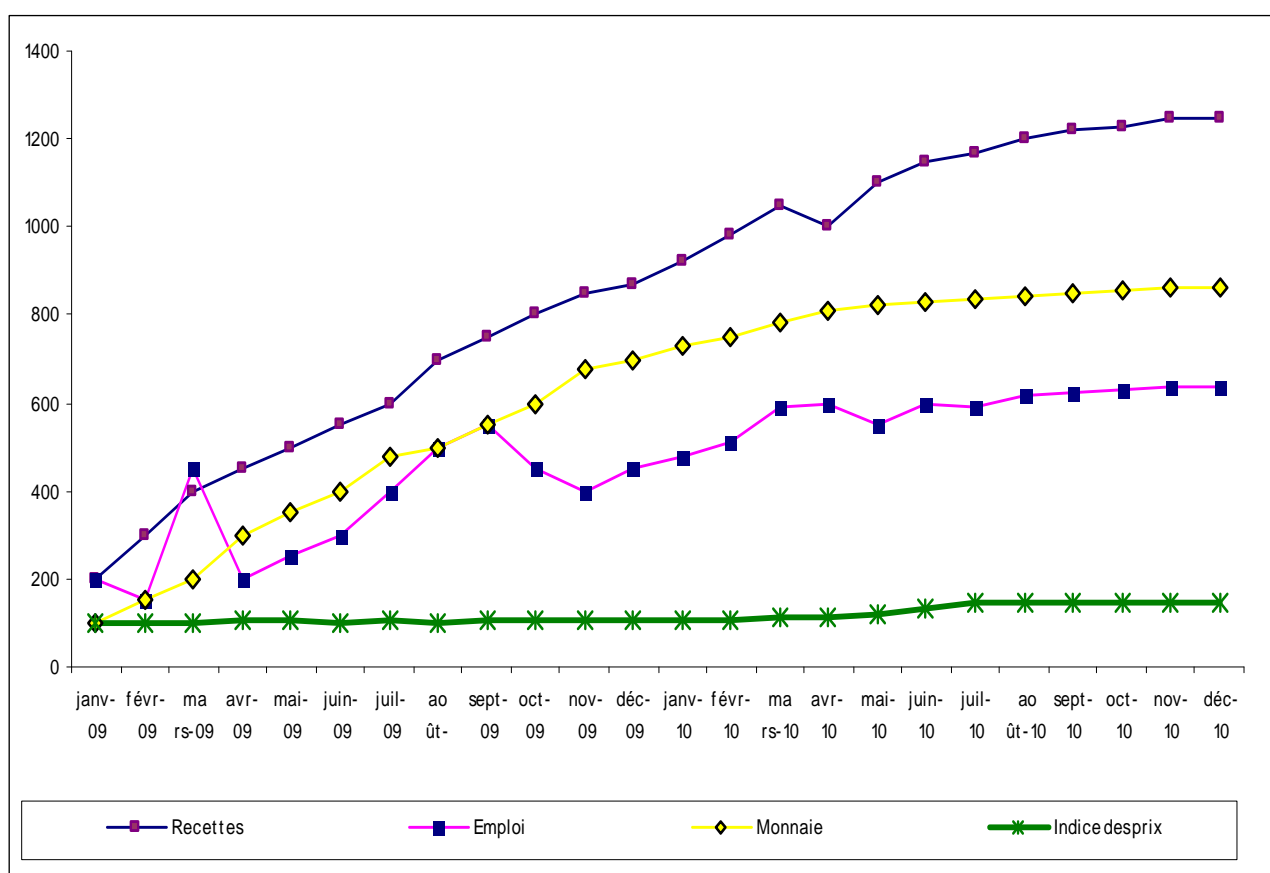


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES ET DE LA PLANIFICATION, CHARGE DE LA PRIVATISATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE



NOTE DE CONJONCTURE

N°4

2010

Table des matières

LISTE DES TABLEAUX	2
LISTE DES GRAPHIQUES	3
RESUME INTRODUCTIF	4
INTRODUCTION.....	5
I.CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE.....	5
1.1.Performances économiques	5
1.2.Evolution sur les marchés financiers et marchés de change.....	8
1.3.Evolution sur les marchés des principales matières premières.....	9
1.3.L'économie de la sous-région de l'Afrique de l'Est en 2010.....	11
II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE	11
2.1. Production intérieure des biens et des services	11
2.1.1. Secteur Primaire	11
2.1.2. Secteur Secondaire	13
2.1.3. Secteur tertiaire	16
2.2. Indice des prix	21
III. LES FINANCES PUBLIQUES.....	23
3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat.....	23
3.1.1. Evolution des recettes.....	23
3.1.2. Evolution des dépenses	24
3.2. Le Service de la dette extérieure	25
3.3. Investissements publics	26
VI. LE COMMERCE EXTERIEUR.....	28
V- LA MONNAIE ET LE CREDIT	29
CONCLUSION	31

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de changes	9
Tableau 2 : Evolution des taux de changes	10
Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières.....	10
Tableau 4 : Evolution de la production et des superficies	12
Tableau 5 : Evolution des produits de la pêche	12
Tableau 6 : Evolution de la production d'énergie	14
Tableau 7 : Production et consommation d'eau.....	15
Tableau 8 : Evolution des activités de transport maritime	16
Tableau 9 : Evolution de l'activité du transport aérien	18
Tableau 10 : Evolution du transport routier.....	19
Tableau 11 : Evolutions des services de télécommunication	20
Tableau 12 : Evolution de l'indice des prix à la consommation	21
Tableau 13 : Situation de la création des entreprises.....	22
Tableau 14 : Tableau des Opérations financières de l'Etat.....	23
Tableau 15 : Tableau du Service de la dette extérieure.....	25
Tableau 16 : Situation de décaissement des projets	26
Tableau 17 : Evolution des importations	28
Tableau 18 : La situation monétaire.....	30

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Production de la pêche.....	13
Graphique 2 : Evolution de la production et de la consommation d'énergie électrique.....	14
Graphique 3 : Evolution de la production et de la consommation d'eau	15
Graphique 4 : Situation du transport maritime.....	17
Graphique 5 : Evolution du trafic aérien.....	18
Graphique 6 : Evolution du transport routier	19
Graphique 7 : Situation dans le secteur des télécommunication	20
Graphique 8 : Evolution de l'IPC.....	21
Graphique 9 : Situation des activités créées.....	22
Graphique 10 : Evolution des agrégats de finances publiques.....	24
Graphique 11 : Evolution des décaissements des investissements publics...	27
Graphique 12 : Evolution des importations	29
Graphique 13 : Situation monétaire	30

RESUME INTRODUCTIF

Au titre de la conjoncture internationale, la reprise de l'économie mondiale s'est poursuivie au cours du quatrième trimestre de l'année 2010. Toutefois, le rythme de la croissance annuelle s'est ralenti en fin d'année par rapport au premier semestre du fait de l'atténuation des effets des mesures de relance budgétaire prises pour freiner la crise. Ainsi, le taux de croissance en volume attendu ressortirait à 4,8% en 2010 contre -0,6 % en 2009. Cette tendance devrait se poursuivre en 2011, mais à un rythme moindre avec 4,2% de croissance attendue.

Les tensions inflationnistes restent contenues dans les économies avancées, malgré l'augmentation des prix des consommations intermédiaires liée au renchérissement des produits alimentaires et des matières premières. Dans les économies émergentes à croissance rapide, l'inflation a continué d'augmenter sous l'effet de la hausse des prix des consommations intermédiaires conjuguées à une activité économique soutenue.

Au titre de la conjoncture nationale, l'ensemble des indicateurs conjoncturels est resté relativement bien orienté. Au dernier trimestre de l'année 2010, la situation de la production de l'eau reste propice. L'activité du transport aérien se traduit d'une manière favorable par une bonne tenue entre le troisième et quatrième trimestre de l'année 2010. Les mouvements d'avions ainsi que le nombre de passagers ont progressé.

Quant aux finances publiques, ils enregistrent un solde base ordonnancement déficitaire de 1,318 milliards FD.

Les **recettes totales** du pays s'établissent à 62,626 milliards FD, dont plus de 80% de ces recettes proviennent des recettes courantes. Ces dernières sont bien soutenues grâce aux recettes fiscales qui atteignent 32,776 milliards FD sous l'impulsion de l'accroissement des impôts directs.

Les **dépenses totales** s'élèvent à 63,944 milliards FD. Les dépenses courantes de l'Etat représentent 70% des dépenses totales.

La **situation monétaire** donne une stabilité de la masse monétaire sur un mois et une hausse de 8% sur une période annuelle.

Au niveau du **commerce extérieur**, on note un recul des importations en valeur de l'ordre de 39% sur une année et de 7,3% sur les trois derniers mois de l'année 2010. En volume, ces importations s'établissent à 125 359, 252 tonnes au quatrième trimestre. Les importations Djiboutiennes se sont plutôt orientées vers l'Asie (la Chine, les Emirats arabes unis etc.) en plus de celles provenant de l'Ethiopie.

INTRODUCTION

Les indicateurs les plus récents font état d'une poursuite du raffermissement de la croissance mondiale à fin de l'année 2010. Par la suite, l'économie mondiale devrait se renforcer progressivement, avec la poursuite de la normalisation des conditions de financement dans un contexte de conditions monétaires accommodantes. Cette évolution confirme les dernières valeurs de l'indicateur composite avancé pour les pays de l'OCDE en novembre, qui font état du maintien de la dynamique de la croissance dans les pays de l'OCDE. Les risques pesant sur l'activité mondiale sont légèrement orientés à la baisse, dans un contexte d'incertitude toujours forte. S'agissant des facteurs positifs, le commerce mondial pourrait continuer de progresser plus rapidement que prévu. En revanche, des inquiétudes subsistent quant aux tensions sur certains compartiments des marchés financiers, à de nouvelles hausses des cours du pétrole et des autres matières premières, à des pressions protectionnistes ainsi qu'à la possibilité d'une correction désordonnée des déséquilibres mondiaux.

C'est donc dans cette situation plus ou moins convenable que l'économie de Djibouti a évolué au cours du quatrième trimestre 2010.

I. CONJONCTURE ECONOMIQUE INTERNATIONALE

1.1. Performances économiques

ETATS UNIS

L'économie américaine a progressé de 3,2% en rythme annuel au quatrième trimestre de l'année 2010, en partie grâce à la consommation et aux exportations, les importations, ayant quant à elles, fléchi fortement. Le produit intérieur brut réel américain a augmenté au taux annuel de 3,2% au quatrième trimestre 2010, plus vite que les 2,6% enregistrés au troisième trimestre 2010. Il s'agit du meilleur chiffre trimestriel depuis le début de l'année. Pendant toute l'année 2010, l'économie a augmenté de 2,9%, son meilleur taux depuis 2005. L'augmentation des dépenses des consommateurs de 4,4% a soutenu la croissance de l'économie. Ils ont dépensé davantage au niveau du mobilier, des équipements ménagers, des voitures et des vêtements. La consommation représente approximativement 70% de toute l'activité économique. A cela s'ajoute les contributions positives des exportations et des investissements fixes non résidentiels qui ont été en partie compensés par une contribution négative des investissements des stocks privés. Les importations, qui sont une soustraction dans le calcul du PIB, ont baissé.

Concernant l'emploi, il subsiste un maintien des embauches durant le quatrième trimestre. Toutefois, les employeurs sont devenus plus sélectifs.

Ils recherchent des profils performants pour faire face à une concurrence très rude exercée par des sociétés nationales ou même étrangères.

Selon le Cabinet Diorh, les secteurs de l'immobilier et de l'automobile ont généré le plus grand nombre d'emplois.

S'agissant de l'inflation, les tensions sur les prix aux États-Unis demeurent contenues dans un contexte de forte sous-utilisation des capacités productives. La hausse annuelle de l'IPC a atteint 1,5% en décembre, dépassant ainsi, pour la première fois, la fourchette étroite de [1,1% - 1,2%] enregistrée depuis juin 2010. L'augmentation des prix à la consommation reflète principalement l'incidence de la hausse des coûts de l'énergie. Hors produits alimentaires et énergie, l'inflation annuelle est restée inchangée en décembre, à 0,8%, et s'est établie à 1% en moyenne en 2010 contre 1,7% en 2009.

JAPON

L'économie du Japon est en baisse de **1,1%** en rythme annuel au quatrième trimestre 2010, sa première chute depuis cinq trimestres. Le Produit intérieur brut (PIB) du pays s'est contracté de 0,3% en octobre-décembre par rapport au troisième trimestre. Soutenu par la bonne tenue des revenus d'activité, le revenu des ménages progresserait de 0,8% au quatrième trimestre 2010. Il ralentirait légèrement au premier et au deuxième trimestre 2011 (+0,6% puis + 0,7%), sous l'effet d'une accélération des impôts, en lien avec la meilleure tenue des revenus en 2010. Le pouvoir d'achat des ménages croîtrait modérément : +0,4% au quatrième trimestre 2010 après +0,7% au troisième trimestre. Les exportations nippones s'essoufflent avec un recul de 3,2% au quatrième trimestre 2010. La hausse de la consommation depuis le début de l'année avait été largement alimentée au Japon par les aides gouvernementales dans l'automobile, les biens électroniques et d'autres biens durables. Le taux de chômage a stagné à 4,5% au quatrième trimestre 2010, mais le nombre d'emplois disponibles a atteint son plus haut niveau depuis deux ans, reflétant une amélioration progressive de l'économie.

En matière d'inflation, la hausse annuelle de l'IPC est ressortie à 0% en décembre après s'être accentuée pendant deux mois consécutifs en octobre et en novembre. Hors produits alimentaires frais, l'IPC annuel s'est établi à 0,4%, alors que, hors produits alimentaires frais et énergie, il est ressorti à 0,7%.

Zone Euro

Au quatrième trimestre 2010, le PIB de la zone euro a augmenté de 0,3% et celui de l'UE27 de 0,2% par rapport au trimestre précédent, selon les estimations publiées par Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne. En comparaison avec le même trimestre de l'année précédente, le PIB corrigé des variations saisonnières a enregistré une hausse de 2,0% dans la zone euro et de 2,1% dans l'UE27 au cours du quatrième trimestre 2010, contre

respectivement +1,9% et +2,2% au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2010, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont augmenté de 1,7%. La dépense de consommation finale des ménages a augmenté de 0,4% dans la zone euro et de 0,3% dans l'UE (après respectivement +0,1% et +0,2% au troisième trimestre 2010).

L'Allemagne a enregistré une croissance de 4% au dernier trimestre 2010 et a fait mieux que ses voisins européens. Les échanges commerciaux ont contribué à 0,7 point de croissance tandis que la consommation intérieure n'a ajouté qu'à 0,1 point à la croissance du PIB. En revanche les stocks et les secteurs de la construction ont fait perdre 0,4 point au PIB. Au dernier trimestre de l'année 2010, la consommation a augmenté de 0,7%, les exportations de 2,5% tandis que la construction a baissé de 3,9%.

Au quatrième trimestre 2010, le PIB en **France** progresse au même rythme qu'au trimestre précédent, soit +0,3 %. En moyenne annuelle, la croissance est de +1,5 %, après la baisse la plus importante en 2009 (-2,5 %). Les dépenses de consommation des ménages s'accroissent (+0,9 % après +0,5 %). La formation brute de capital fixe (FBCF) augmente de +0,4 % (après +0,5 %). Au total, la demande intérieure finale (hors stocks) contribue positivement à la croissance du PIB : +0,7 point après +0,4 point au troisième trimestre.

La Chine

La Chine a publié une hausse de 10,7% de son PIB au quatrième trimestre 2010, ce qui risque de renforcer encore les craintes de surchauffe... Ce bond de l'activité en Chine est légèrement supérieur aux attentes des analystes (10,5%) et marque la plus forte progression du **PIB** depuis 2007, avant le déclenchement de la crise des "**subprimes**". La vigueur de l'économie chinoise, liée au plan de relance gouvernemental de 586 Mds\$, a permis de limiter les effets de la crise mondiale en Asie. Mais, en encourageant le crédit et en attirant les flux de capitaux grâce à des taux d'intérêt très bas, Pékin a aussi contribué à créer les conditions de nouvelles bulles, notamment sur les marchés immobiliers des grandes villes comme Hong Kong, Shanghai et Pékin.

L'inflation reste néanmoins un sujet d'inquiétude pour le gouvernement chinois, même si décembre a marqué une décélération de la hausse des prix à 4,6% sur un an, contre 5,1% au mois de novembre.

Au vu de ces annonces, les analystes s'inquiètent de la capacité de Pékin à piloter cette sortie de crise : des mesures trop restrictives risquent en effet de provoquer un brusque ralentissement en Chine, menaçant toute l'économie mondiale de rechute. Mais un trop grand laxisme créerait les conditions de futures bulles spéculatives.

1.2. Evolution sur les marchés financiers et marchés de change

• Marchés financiers

Au quatrième trimestre 2010, les tensions renouvelées sur les marchés financiers liées aux inquiétudes quant au risque souverain, les banques ont généralement fait état d'une détérioration de leur accès aux marchés monétaires à court terme et aux marchés d'émissions de titres de créance, tandis qu'elles ont déclaré accéder dans les mêmes conditions que précédemment à la titrisation avec cession parfaite des crédits aux entreprises et des prêts au logement, ainsi qu'à la titrisation synthétique, c'est-à-dire leur capacité à externaliser le risque de crédit. Le taux de croissance annuel des titres de créance émis par les résidents de la zone euro a fortement augmenté en novembre 2010, en raison de la hausse des émissions par les administrations publiques et les sociétés financières.

En outre, les taux de croissance annuels de la masse monétaire M3 et des prêts des IFM au secteur privé ont fléchi en décembre. Cette évolution reflète dans une certaine mesure la dissipation partielle de l'incidence d'un facteur spécifique observé en novembre, lié aux transactions interbancaires menées sur des plates-formes de négociations électroniques.

Concernant le marché boursier, le taux de croissance annuel de l'ensemble des actions cotées émises par les résidents de la zone euro est revenu à environ 1,7% en novembre, contre 1,8% le mois précédent, essentiellement en raison d'une modération des émissions d'actions par les IFM.

Les cours des actions de la **Zone euro** et des **États-Unis** ont augmenté. Dans l'ensemble, les cours boursiers de la zone euro, ont augmenté de 6,1% et, aux États-Unis, l'indice Standard & Poor's 500 s'est inscrit en hausse de 3,7%. Au **Japon**, les cours des actions, ont augmenté de 2,2 % au cours de cette période.

• Les taux de change

❖ Evolution de l'euro-dollar

Après s'être apprécié depuis le mois d'octobre 2010, l'euro continu de se déprécier, passant de 1,3661\$ à 1,3220\$ avec une variation négative mensuelle et annuelle respectivement de 3,2% et 6,4%.

Tableau 1 : Evolution des taux de changes

		Euro/dollar US	Euro/Yen Japonais
2007		1,3705	161,25
2008		1,4708	152,45
2009		1,3948	130,34
2010	T1	1,3829	125,48
	T2	1,2708	117,15
	T3	1,2910	110,68
	T4	1,3593	112,15
	Janvier	1,4272	130,34
	Février	1,3686	123,64
	Mars	1,3569	123,03
	Avril	1,3406	125,33
	Mai	1,2565	115,83
	Juin	1,2209	110,99
	Juillet	1,2770	111,73
	Août	1,2894	110,04
	Septembre	1,3067	110,26
Octobre	1,3898	113,67	
Novembre	1,3661	112,69	
Décembre	1,3220	110,11	

Source : Banque centrale européenne (BCE) octobre 2010

1.3. Evolution sur les marchés des principales matières premières

Les cours des matières premières ont progressé au dernier trimestre de l'année 2010. Les prix des produits alimentaires ont encore fortement augmenté, notamment ceux du blé, du maïs et du cacao. Ces hausses des prix des produits alimentaires ont été favorisées par la conjonction d'une demande soutenue et d'une pénurie de l'offre liée aux mauvaises conditions météorologiques.

❖ Evolution du cours du pétrole

Les cours du pétrole ont continué de progresser. Le cours du *Brent* s'est situé à 91,47 dollars le baril en décembre 2010, soit un niveau supérieur de 7,25% à celui du mois précédent et de 22,8 % en glissement annuel. Pour la suite, les intervenants du marché s'attendent à une stabilité des cours du pétrole à moyen terme, les contrats à terme décembre 2012 se négociant à 103,3 dollars le baril.

La reprise de la demande de pétrole se renforce à la fois dans les économies émergentes et dans les pays développés, et les prix élevés ne semblent pas avoir, jusqu'ici, modéré les tensions sur la demande. Du côté de l'offre, malgré la récente décision de l'OPEP de ne pas modifier les quotas de production, des signes de surproduction dans les principaux pays membres de l'OPEP ont commencé à apparaître, signes qui pourraient être interprétés comme la manifestation d'une volonté de réduire les tensions sur les prix. En effet, le rythme du déstockage a également montré des signes de ralentissement.

Tableau 2 : Evolution des taux de changes

Intitulés	2009			2010			Variation en %	
	Oct.	Nov.	Déc.	Oct.	Nov.	Déc.	Dec.10/Nov.10	Dec.10/ Dec.09
Brent	72,71	76,65	74,46	82,67	85,29	91,47	7,25%	22,8%

Source: www.developpement-durable.gouv.fr

- **Evolution du cours du sucre**

Sachant que la Thaïlande est l'un des premiers pays exportateur de riz et sucre, la hausse du prix du sucre dope la croissance thaïlandaise.

Le cours mondial du sucre ne cesse de s'accroître. Au cours des deux derniers mois de l'année 2010, le prix de la matière a progressé de 6 % et de 26% en glissement annuel.

- **Evolution du Cours du riz**

Après s'être apprécié tout au long de l'année 2010, le cours mondial du riz s'est déprécié en décembre 2010 en passant de 543 \$US/tonne en novembre 2010 à 537 \$US/tonne au mois decembre 2010, soit une baisse de 1,1%.

- **Evolution du cours du blé**

Après une baisse de 4,8% en octobre 2010, le cours mondial du blé s'est établi dans une tendance haussière. Il est ainsi passé de 293 \$US en novembre 2010 à 326 \$US la tonne en décembre 2010, soit une hausse de 11,2%. Cette hausse serait en partie due à la révision à la baisse de la production 2010 par certains gros exportateurs affectés par une importante sécheresse et des températures très élevées.

Tableau 3 : Evolution des cours des matières premières

Années	Mois	Riz US\$/tonne	Maïs US\$/tonne	Sucre US\$/tonne	Blé US\$/tonne
2009	Janvier	615	178,5	523,1	257,4
	Février	634	165	504,9	240
	Mars	625	169	515,3	243
	Avril	577	172	520,9	247
	Mai	541	185	538,4	269
	Juin	549	184	553,4	261
	Juillet	623	158	556,3	233
	Août	576	160	563,4	216
	Septembre	594	159	543	200
	Octobre	566	174	487,8	209
	Novembre	566	182	496,3	227
	Décembre	606	181	489,2	221
2010	Janvier	598	177	583,6	211
	Février	585	167	559,8	206
	Mars	544	164	411,4	204
	Avril	505	161	362,7	201
	Mai	470	168	335,1	193
	Juin	460	160	350,1	181
	Juillet	473	171	348,9	219

Août	486,9	198	407,1	280
Septembre	520	231	496,3	309
Octobre	533,1	244	542,6	294
Novembre	543,1	244	580,9	293
Décembre	537	256	616,8	326

Source: UNCTAD, *UNCTADstat* Commodity Price Statistics

1.3. L'économie de la sous-région de l'Afrique de l'Est en 2010

Après un ralentissement du taux de croissance de 2,6% en 2009 et une baisse de 5,5% en 2008 suite à la crise mondiale, l'Afrique subsaharienne s'est redressée rapidement pour atteindre 5% en 2010.

L'Afrique de l'Est a maintenu un niveau élevé de croissance économique en 2010 grâce à la croissance impressionnante des économies telles qu'entre autres l'Éthiopie, la Tanzanie, l'Ouganda, le Rwanda et Djibouti. Malheureusement, certaines économies ont connu des crises régionales et/ou internes qui ont eu des impacts négatifs sur leur croissance et leur stabilité. Il s'agit de Madagascar, de l'Érythrée et de la Somalie qui ont enregistré de faibles taux de croissance.

Même si une forte reprise économique a été observée dans la plupart des pays de la région, la majorité d'entre eux éprouvent encore des difficultés à réaliser le niveau de croissance de 2008. Toutefois, la région devrait maintenir ce rythme pour les cinq prochaines années, mais elle ne sera pas en mesure de réaliser la croissance de 7% nécessaire pour atteindre les OMD en 2015.

II. CONJONCTURE ECONOMIQUE NATIONALE

2.1. Production intérieure des biens et des services

2.1.1. Secteur Primaire

2.1.1.1. L'agriculture

Au terme de l'année écoulée 2010, on note une hausse significative de superficie cultivée de 24,5% par rapport à 2009, soit une création de 307 hectares cultivables. Le nombre d'exploitations est également en hausse avec 17 nouvelles exploitations et la production nationale agricole (fruits et légumes) a progressé de 2%.

Cependant, au-delà de ces chiffres, on note une baisse de la productivité agricole. En effet, les rendements à l'hectare ont baissé, passant de 5,56 tonnes/ha en 2009 à 4,56 tonnes/ha en 2010.

Il ressort de ce constat que la production a été beaucoup extensive qu'intensive.

Tableau 4 : Evolution de la production et des superficies

	2009	2010	Variation 2009 /2010
Production agricole (Tonnes)	6 950	7 100	2%
Superficie Cultivée (Ha)	1 250	1 557	24.5%
Nombres d'exploitation	1 798	1 815	1%
Rendement (Rapport entre la production et les superficies)	5,56	4,56	-17,98%

Source : Direction de l'Agriculture et des Forêts (DAF)

2.1.1.2. La pêche

Le 4^e trimestre 2010 a été marqué par une contraction de la production pour la pêche Djiboutienne. En effet, l'ensemble des activités de la pêche du pays ont ralenti passant de 28 % au 3^e trimestre à -10% au 4^e trimestre de l'année 2010, du fait de la baisse de la production dans les principales sites de débarquement du pays ; au total, ce sont à peu près 50 tonnes de poissons en moins pour ce dernier trimestre de l'année 2010. C'est dans les villes du Sud du pays que la baisse s'est accentuée le plus avec -37% sur un trimestre (52.4 tonnes en moins) alors que la production dans le nord est ressortie en légère hausse de 0.7%.

Tableau 5 : Evolution des produits de la pêche

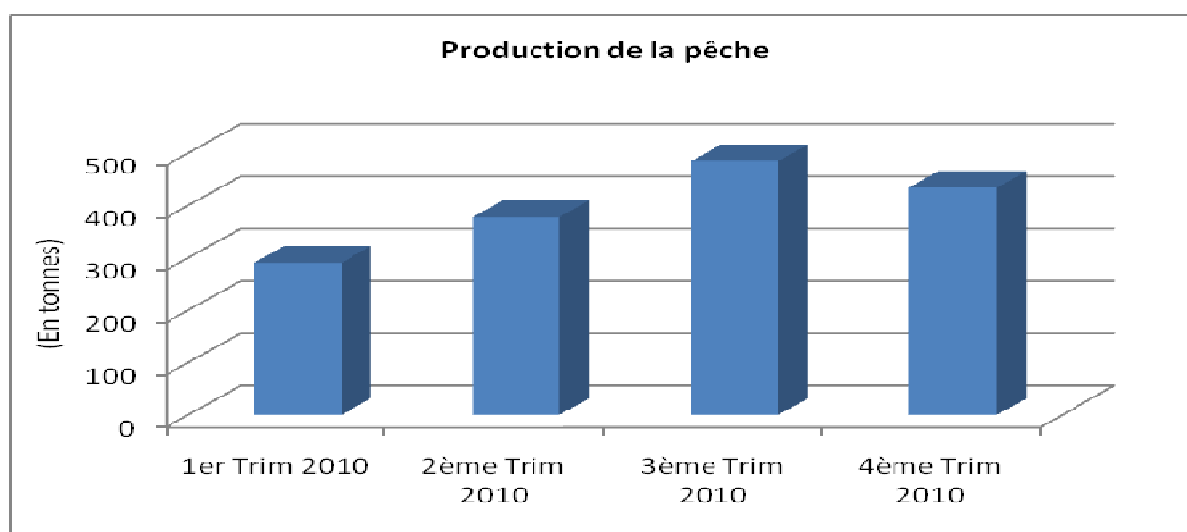
	2009	2010				2010	Variation	
	Total 2009	1 ^{er} trim.	2 ^e trim	3 ^e trim	4 ^e trim	Total 2010	4 ^e trim.10/3e trim.10	2010/2009
Prod Total	1 056	291	378	485	434	1 588	-10%	50%
-Nord	-	237	292	343	345	1217	0.7%	-
-Sud	-	54	86	142	89	371	-37%	-
Sites débarquement	1056	286	372	487	435	1580	-10%	50%
-Djibouti	719	224	298	364	330	1216	-9%	70%
-E/ses Inst	120	13	24	58	50	145	-10.6%	21%
-Obock	58	29	29	42	36	136	-17.6%	135%
-Tadjoura	119	12	13	14	12	51	-11.6%	-57%
-Loyada	40	8	8	9	7	32	-21%	-20%

Source : Direction de la pêche

Sans exception, tous les différents sites de débarquement ont enregistré des chiffres à la baisse pour ce dernier trimestre de l'année 2010 ; le site de débarquement situé à Djibouti-ville qui constitue le port de débarquement le plus important est en baisse de 9%, pour les Entreprises installées et les sites situés dans les villes d'Obock Tadjourah, et Loyada, on relève des baisses respectives de -10,6 , -17.6%, -11.6% et -21%.

Parmi les onze espèces, les trois dont la production reste la plus importante en termes de volume de poissons pêchés ont connu également une baisse sensible de 17.5% pour ce dernier trimestre de 2010 ; il s'agit du barracuda qui a chuté de 22 %, la Carangue en baisse de 17% et enfin de la Dorade en diminution de 14%.

Graphique 1 : Evolution de la production de la Peche



2.1.2. Secteur Secondaire

2.1.2.1. La production de l'énergie électrique

Le dernier trimestre de l'année 2010 enregistre une décroissance à la fois de l'énergie produite de 31,6% et de celle facturée de 12% par rapport au trimestre précédent. Ces diminutions d'énergie résultent essentiellement de la baisse de la demande durant la saison fraîche.

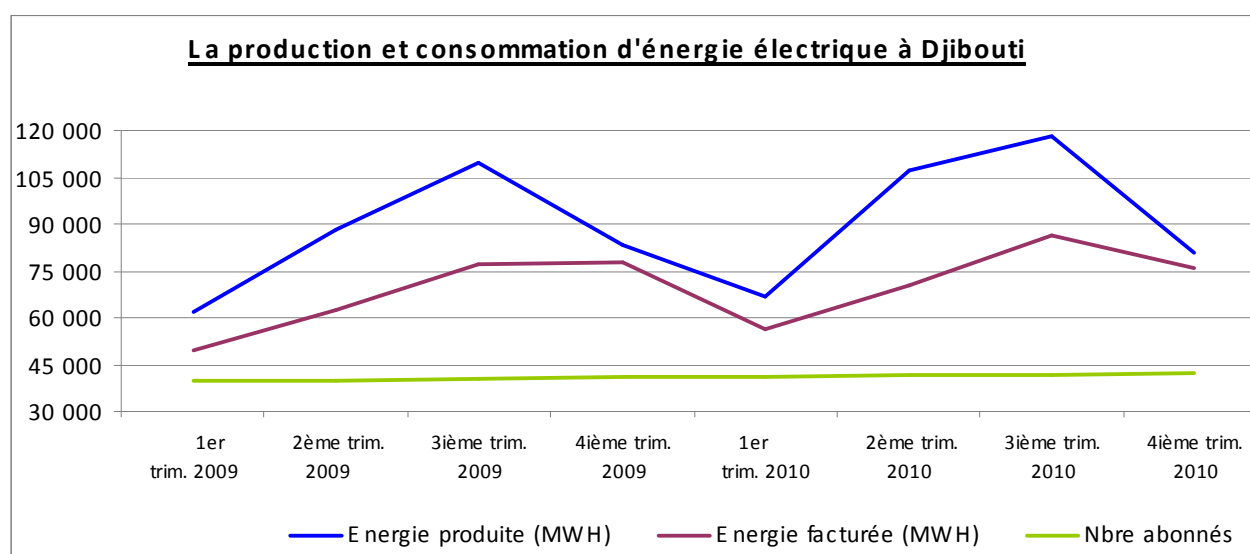
On est face à une situation de paradoxe puisque d'une part ce tableau affiche une augmentation du nombre d'abonnés au quatrième trimestre 2010 et d'autre part une diminution de la production et de la consommation.

Tableau 6 : Evolution de la production d'énergie

Intitulés	2009	2010		Variation en % 2010/2009	
	4ièm trim.	3ièm trim.	4ièm trim.	4ièmtrim10/ 3ièm trim10	4ièmtrim10/ 4ièmtrim09
Energie produite(MWH)	83 267	118 324	80 883	-31,60%	-2,90%
Energie facturée (MWH)	77 780	86 064	75 837	-12%	-2,50%
Taux de rendement	93%	73%	94%	28,80%	1,10%
Prix Moyen KWH	51FD	64FD	65	1,50%	27,50%
Nombre abonnés	40 756	41 888	42 228	0,80%	3,60%

Source: Electricité De Djibouti

Le nombre d'abonnés est passé de 41 888 au troisième trimestre à 42 228 au quatrième trimestre, soit 340 abonnés de plus (0,8%) et en glissement annuel de 3,6%. Sur un trimestre, le taux de rendement a progressé 28,8% sur trois mois et d'un peu plus d'1% sur une année. Cela s'expliquerait par la maîtrise des fuites ou de fraude.

Graphique 2 : Evolution de la production et de la consommation d'énergie électrique

2.1.2.2. Production d'eau

Au dernier trimestre de l'année 2010, la situation de la production de l'eau reste propice. Elle se traduit par une hausse de la production au quatrième trimestre 2010 par rapport au troisième trimestre. En effet, la production a atteint 3,984 millions de m³, d'où une hausse de 2,4% par rapport au trimestre précédent et 6,2% en glissement annuel.

Tableau 7 : Production et consommation d'eau

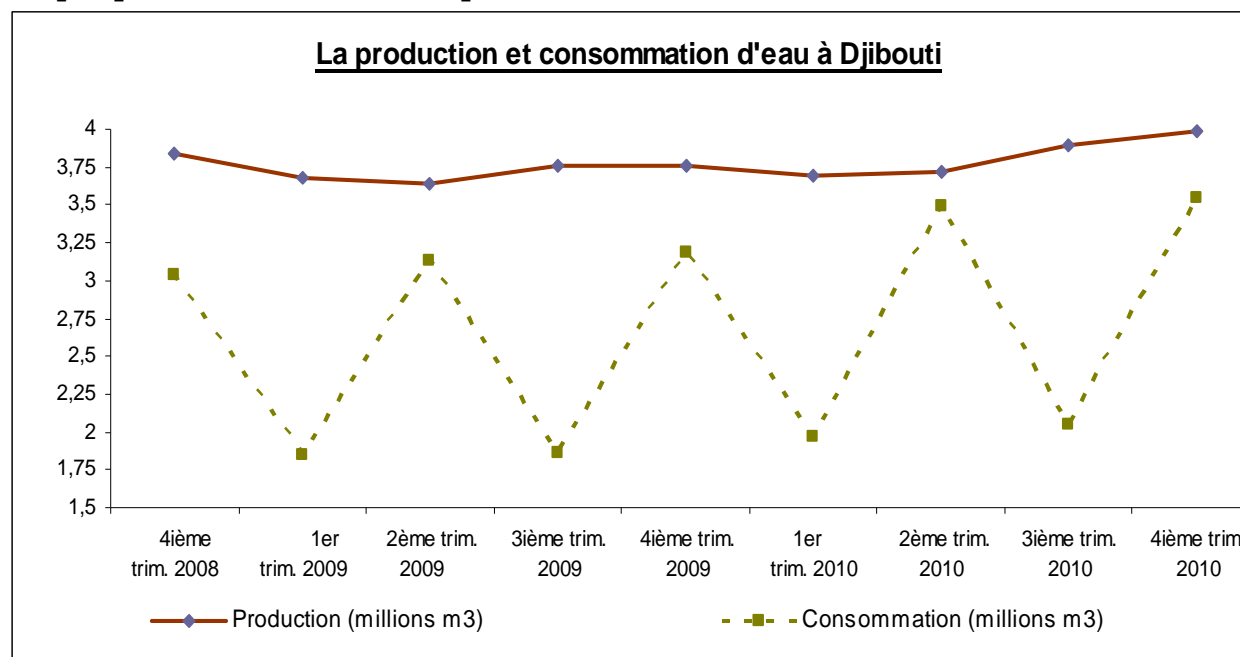
Intitulés	2009		2010		Variation en %	
	3 ^{ème} trim	4 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} Trim.	4 ^{ème} Trim10/ 3 ^{ème} trim10	4 ^{ème} trim10/ 4 ^{ème} trim09
Production	3,756	3,753	3,892	3,984	+2,4%	+6,2%
Djibouti-ville	3,250	3,269	3,305	3,484	+5,4%	+6,6%
Districts	0,506	0,484	0,587	0,500	-14,8%	+3,3%
Consommation	1,855	3,184	2,054	3,541	+72,4%	+11,2%
Djibouti-ville	1,656	2,804	1,807	3,080	+70,4%	+9,8%
Districts	0,199	0,380	0,247	0,461	+86,6%	+21,3%
PERTE SUR LE RESEAU	34%	32%	28%	31%	+10,7%	-3,1%
Nombre d'abonnés	18 767	18 984	19 574	19 827	+1,3%	+4,4%

Source : Direction de l'ONEAD, unité (en millions de m3)

Au quatrième trimestre de l'année 2010, la consommation facturée a atteint 3,541 millions de m³ soit une hausse de 72,4% sur trois mois et de 11,2% en glissement annuel. Cette hausse de la consommation durant ce trimestre peut s'expliquer par le système de facturation bimensuelle (relevé tous les deux mois).

Le nombre d'abonnés est en hausse de 253, soit une croissance de 1,3% trimestriellement et en glissement annuel de 843 abonnés (+4,4%).

Graphique 3 : Evolution de la production et de la consommation d'eau



2.1.3. Secteur tertiaire

2.1.3.1. Transport Maritime

Le transport maritime affiche quelques signes de reprise au quatrième trimestre de l'année 2010. En effet, les activités du port autonome de Djibouti ainsi que celles du port de Doraleh se portent mieux par rapport au 3^{ème} trimestre 2010. Néanmoins, ces chiffres, sur une année, enregistrent des baisses importantes.

En ce qui concerne le transbordement, il semble que Djibouti revient sur la scène internationale et occupe ainsi la place qu'elle détenait auparavant.

Tableau 8 : Evolution des activités de transport maritime

Intitulés	2009	2010		Variation en % 2010/2009	
	4 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim10/ 3 ^{ème} trim10	4 ^{ème} trim09/ 4 ^{ème} trim10
Entrée					
Conteneurs (en Nombre)	79 458	59 273	69 028	+16,5%	-13,1%
Djibouti	9 395	8 844	7 106	-19,7%	-24,4%
Ethiopie	37 579	35 376	28 424	-19,7%	-24,4%
Transbordement	32 484	15 053	33 498	+122,5%	+3,1%
Vrac(en T)	1 236 722	507 668	459 349	-9,5%	-62,8%
Djibouti	72 411	101 296	174 465	+72,2%	+141%
Ethiopie	1 155 936	406 372	284 884	-30%	-75,4%
Somalie	30	0	0	0	-100%
Transbordement	8 345	0	0	0	-100%
Sortie					
Conteneurs en Nombre	73 469	57 258	69 242	+21%	-5,8%
Djibouti	6 231	8 441	6 874	-18,6%	+10,3%
Ethiopie	40 985	33 764	28 873	-14,5%	-29,5%
Transbordement	32 484	15 053	33 498	+122%	+2,9%
Vrac(T)	41 556	14 569	18 454	+26,7%	-55,6%
Djibouti	490	7	109	+1457,1%	-77,8%
Ethiopie	36 683	14 561	18 121	+24,4%	-50,6%
Somalie	0	0	73	+100%	-96,6%
Transbordement	4 383	1	151	+15000%	
Hydrocarbures (entrée)	675 437	449 148	960 757	+114%	+42,2%
Djibouti	319 795	85 499	44 598	-47,8%	-86%
Ethiopie	355 642	363 649	916 159	+152%	+157,6%
Transbordement		0	0		

Source : PAID, DCT unité conteneurs

A l'entrée

Le nombre de conteneurs à l'importation ressort à 69 028 au quatrième trimestre 2010, soit 9755 conteneurs de plus que le trimestre précédent mais 10 430 conteneurs de moins que le quatrième trimestre 2009.

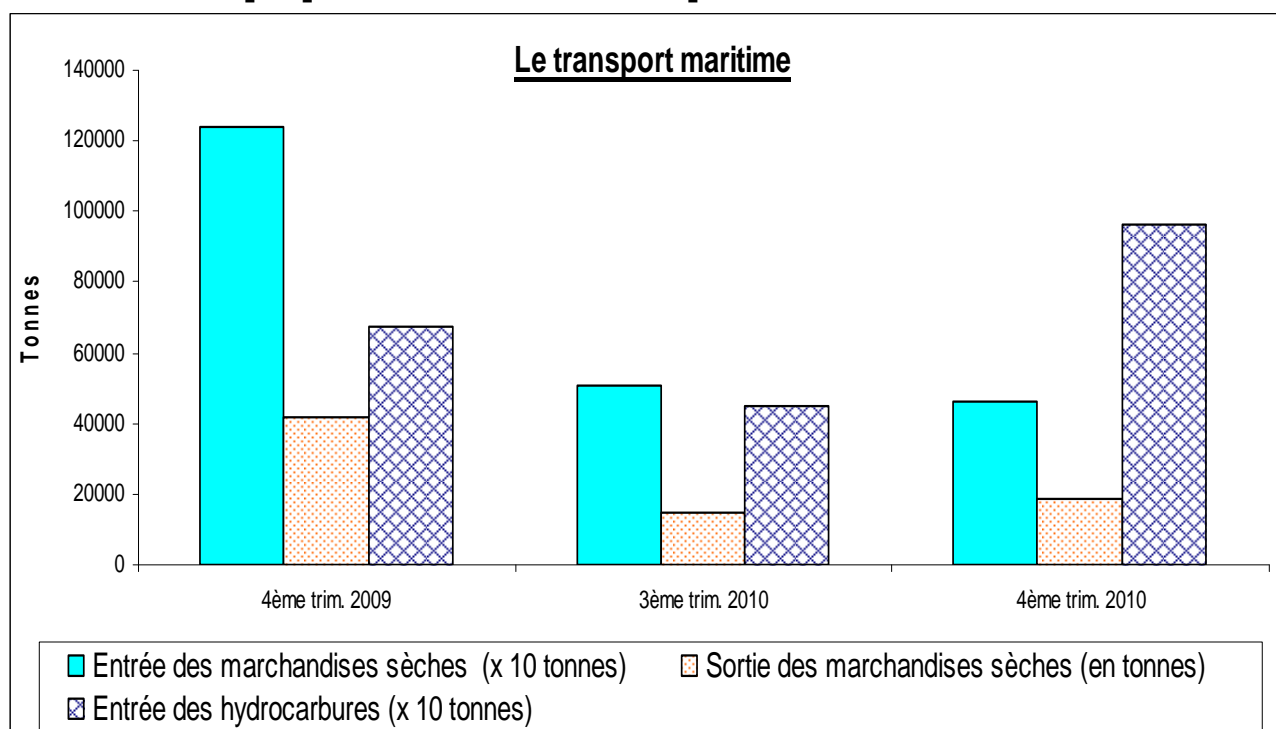
La hausse par rapport au troisième trimestre 2010 est essentiellement due à l'augmentation du trafic de transbordement. Le trafic des marchandises en vrac enregistré à l'entrée par le PAID atteint 459 349 tonnes au quatrième trimestre 2010, avec une diminution de 48 319 tonnes par rapport au troisième trimestre 2010 et 777 373 tonnes en moins par rapport au quatrième trimestre 2009.

A la sortie

Le nombre de conteneurs à l'exportation au quatrième trimestre 2010 est de 69 242 conteneurs, soit 11 984 conteneurs de plus par rapport au troisième trimestre 2010 et de 4 227 conteneurs de moins qu'au quatrième trimestre 2009. Grace aux contributions des exportations djiboutiennes et éthiopiennes, les exportations des marchandises en vrac se portent mieux, avec respectivement 102 tonnes et 3 560 tonnes en plus si l'on compare au dernier trimestre.

Les importations en hydrocarbures au quatrième trimestre 2010 se sont établies à 960 757 tonnes, soit une augmentation de 285 320 tonnes de plus qu'il y a une année. Cette croissance est due essentiellement aux importations d'hydrocarbures de l'Ethiopie (+560 617 tonnes).

Graphique 4 : Situation du transport maritime



2.1.3.2. Transport aérien

L'activité du transport aérien s'inscrit d'une manière favorable, marquée par une bonne tenue entre le troisième et quatrième trimestre de l'année 2010. Les mouvements d'avions ainsi que le nombre de passagers ont progressé respectivement de +32,8% et +0,4%, passant de 1 488 à 1 976 mouvements d'avions entre 2009 et 2010 et de 76 487 à 76 808 passagers en glissement annuel

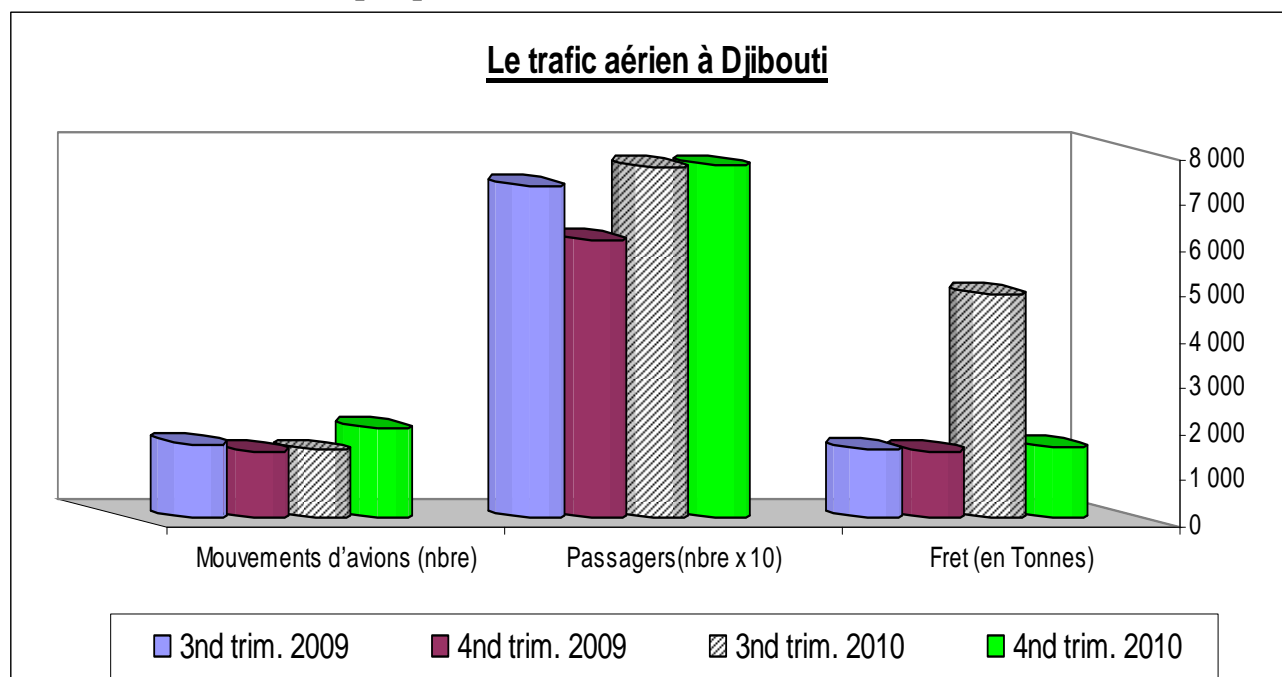
Tableau 9 : Evolution de l'activité du transport aérien

Intitulés	2009		2010		Variation en % 2010/2009	
	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim10/ 3 ^{ème} trim10	4 ^{ème} trim10/ 4 ^{ème} trim09
Mouvements d'avions (nombre)	1 630	1472	1 488	1 976	+32,8%	+34,2%
Passagers (nombre)	72 509	60 593	76 487	76 808	+0,4%	+26,8%
Fret (en Tonnes)	1 513,8	1 475	4 896	1 557	-68,2%	+5,6%

Source : Aéroport International de Djibouti

Au niveau du fret, le trafic a connu une baisse considérable trimestriellement (-68,2%), néanmoins on note un accroissement en glissement annuel de +5,6%.

Graphique 5 : Evolution du trafic aérien



2.1.3.3. Transport routier

Au quatrième trimestre 2010, le transport routier est marqué par une baisse d'activité dans l'ensemble. En effet, il a été observé des mouvements de 47 999 camions contre 48 774 camions au trimestre précédent, soit une baisse de 1,6%. En glissement annuel, la baisse est de 9,6%.

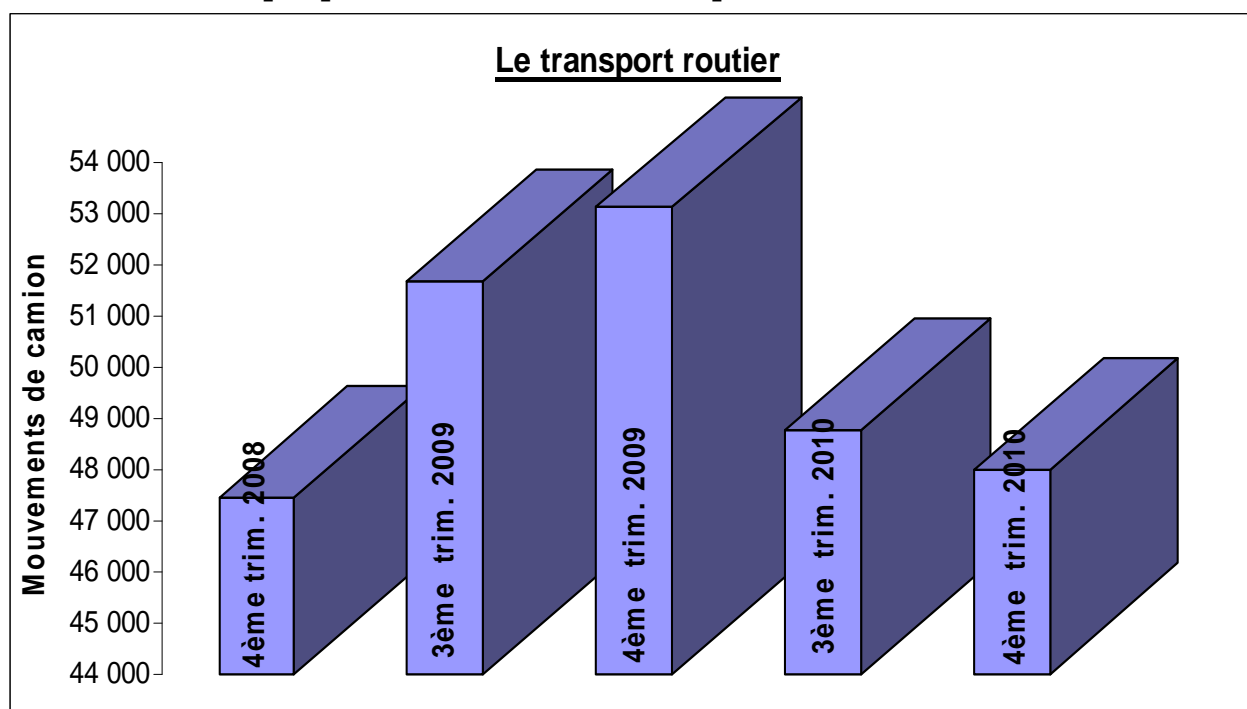
Tableau 10 : Evolution du transport routier

Intitulés	2009		2010		Variation en %	
	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim10/ 3 ^{ème} trim. 10	4 ^{ème} trim10/ 4 ^{ème} trim09
Mouvements vers l'Ethiopie :	51 354	52 782	48 637	47 856	-1,6%	-9,3%
BTE (bureau de transit éthiopien)	13 708	14 502	27 710	25 499	-8,0%	+75,8%
PK 51	6 323	6 183	6 010	5 541	-7,8%	-10,4%
PK 20	31 323	32 097	14 917	16 816	+12,7%	-47,6%
Autres mouvements :						
T.S (transit Somalilandais)	328	328	137	143	+4,4%	-56,4%
Total	51 682	53 110	48 774	47 999	-1,6%	-9,6%

Source : Fonds d'Entretien Routier (FER), unité (en nombre de mouvements de camions)

Par ailleurs, on note une baisse des enregistrements des camions tant du côté du BTE que du PK51, les deux ayant connu une diminution du volume de leurs activités respectivement de 8% et 7,8% sur trois mois.

Graphique 6 : Evolution du transport routier



2.1.3.4. Les Télécommunications

Au quatrième trimestre de l'année, les services des télécommunications enregistrent des résultats favorables. Le nombre de lignes téléphoniques et le nombre d'abonnés connaissent une bonne progression tant en variation trimestrielle qu'en glissement annuel.

Le nombre des abonnés à l'internet haut débit a augmenté de 9,1% sur le trimestre et de 52,5% comparativement au quatrième trimestre de l'année précédente. Les abonnés GSM connaissent également une bonne progression de 4,1% sur le trimestre et 28,6% par rapport à la même période de l'année précédente.

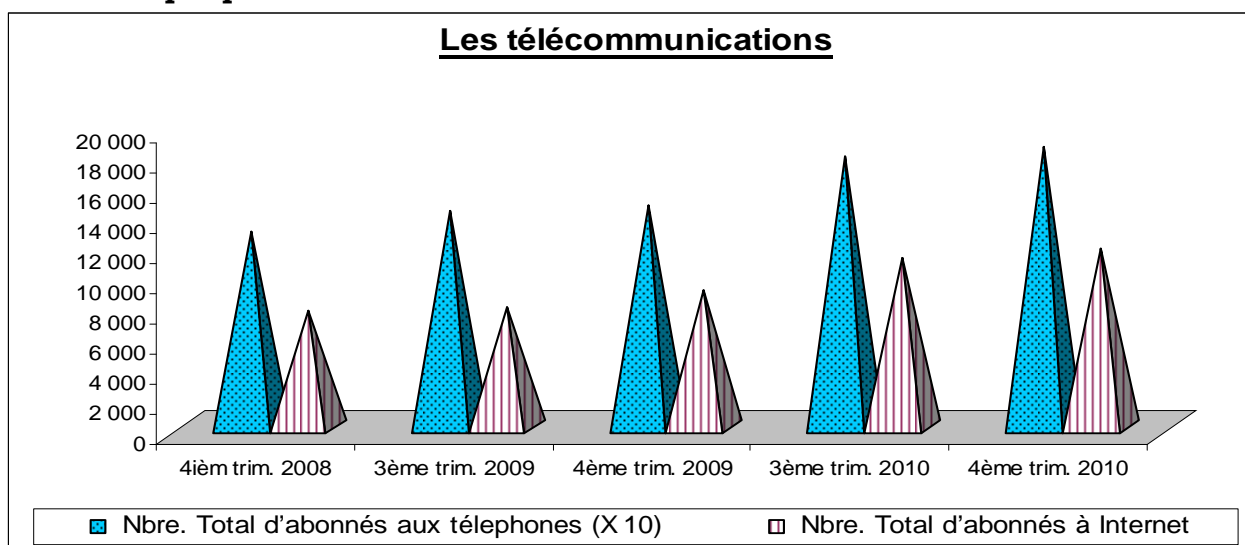
En termes de glissement annuel, le nombre d'abonnés internet a progressé considérablement de 2783, soit une hausse +30,6% et en trois mois de 670 abonnés soit une progression de +6%.

Tableau 11 : Evolutions des services de télécommunication

Services	2009		2010		Variation en %	
	3 ^{eme} trim.	4 ^{eme} trim.	3 ^{eme} trim.	4 ^{iem} trim.	4 ^{iem} trim.10/ 3 ^{iem} trim.10	4 ^{iem} trim.10/ 4 ^{iem} trim.09
Total lignes téléphoniques	144 200	148 202	179 712	186 787	+3,9	+26,0
Lignes tél fixes	15 414	16 842	17 921	18 474	+3,1	+9,7
Tél fixe rural	40	10	41	11	-73,2	+10
CabineTél privée	2 665	2575	2 689	2 689	-	+4,4
Abonnés GSM	126 081	128 776	159 061	165 613	+4,1	+28,6
Total d'abonnés Internet	7984	9092	11 205	11 875	+6,0	+30,6
Abonnés Internet Bas débit	3 805	3807	3 817	3 817	-	+0,3
Abonnés Internet haut débit	4 179	5285	7 388	8 058	+9,1	+52,5

Source : Djibouti Télécom

Graphique 7 : Situation dans le secteur des télécommunications



2.2. Indice des prix

L'indice des prix à la consommation du mois de décembre 2010 indique une hausse du niveau général des prix de +0,5% contre une baisse de -0,5% en novembre 2010. Au 4^{ème} trimestre de l'année, les prix ont enregistré une diminution de -1,8%.

Au cours du mois de décembre, ce sont les prix des types de consommation alimentation, boisson et tabac (+0,1%), Logement, eau, électricité, gaz et combustibles (+1,7%) et Transports (+0,8%) qui ont contribué à la hausse des prix en rythme mensuel. L'analyse de la contribution des différentes fonctions à l'évolution des prix, laisse apparaître que la hausse du niveau général des prix a été induite principalement par le composant logement.

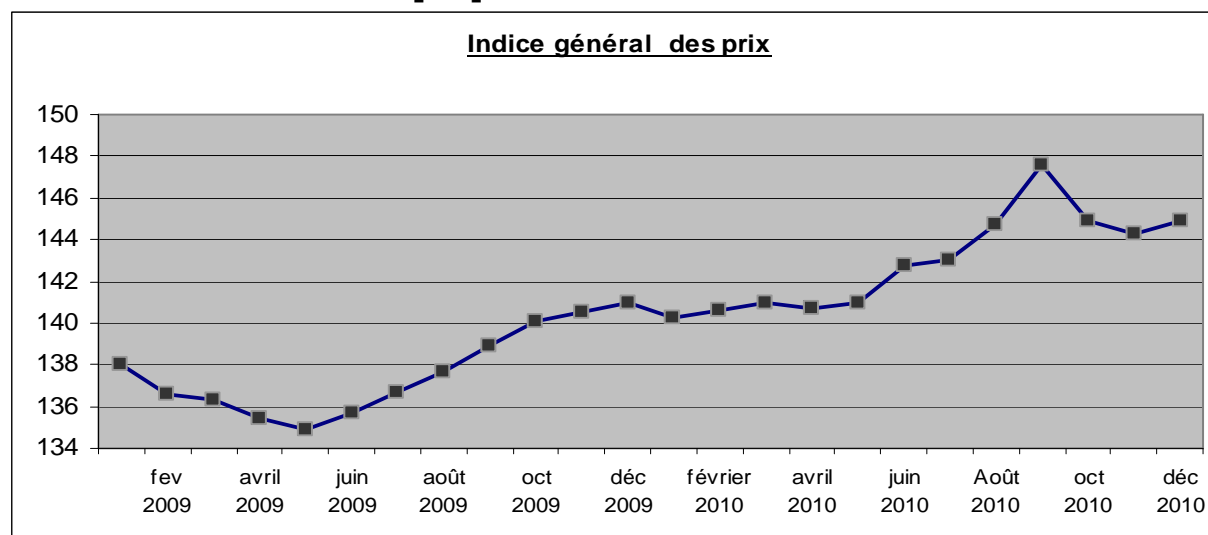
Tableau 12 : Evolution de l'indice des prix à la consommation

Intitulés	2009	2010		Variation en %		
	Déc.	Octobre	Novembre	Déc.	Déc.10/ Nov.10	Déc.10/ Déc. 09
01 Prod alim, bois et tabac	154,8	160,6	159,2	159,3	+0,1%	+2,9%
011 Alimentaires	165,9	175,6	173,4	172,8	-0,3%	+4,2%
012 Boissons	99,3	100,7	100,2	98,7	-1,5%	-0,6%
013 Tabac	130,7	126,8	127,4	129,4	+1,6%	-1,0%
02 Articles habillement et chaussants	100,1	102,6	102,6	103,3	+0,7%	+3,2%
03 Logt, eau, élect., gaz et autres	140,7	143,2	143,6	146,0	+1,7%	+3,8%
04 Ameubl., équ. Ménager, entret.	106,5	107,4	107,4	107,6	+0,2%	+1,0%
05 Santé						
06 Transports	110,5	113,4	113,4	113,4	-	+2,6%
07 Loisirs, Spectacles et culture	137,3	137,6	138,3	139,4	+0,8%	+1,5%
08 Enseignement	96,4	95,4	95,4	95,4	-	-1,0%
09 Hôtels, cafés, restaurants	90,2	94,0	94,0	94,0	-	+4,2%
10 Autres biens et services	120,7	119,0	119,0	119,0	-	-1,4%
	119,1	130,9	128,9	129,9	+0,8%	+9,1%
Indice général	141,0	144,9	144,3	144,9	+0,4%	+2,8%

Source : DISED

De ce fait, la hausse annuelle des prix des fonctions observées pour l'année 2010 résulte de la combinaison de plusieurs facteurs: Logement, eau, électricité, gaz et combustible pour la cuisson (+3,8%), Alimentation, boisson et tabac (+2,9%), les transports(+1,5%) , les autres biens et services (+9,1%) et enfin les articles d'habillement et articles chaussants.

Graphique 8 : Evolution de l'IPC



2.3. Création d'activités

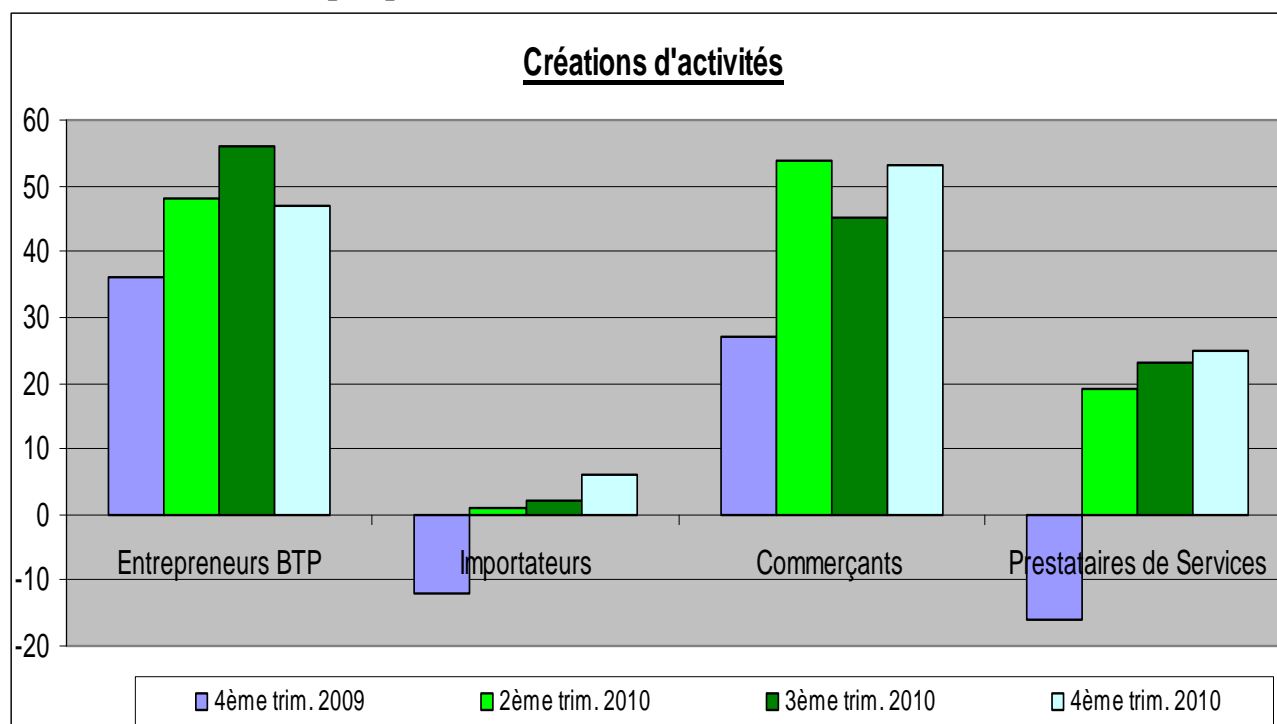
Suivant l'indicateur création nette d'activité au 4^{ème} trimestre 2010, il apparaît clairement un accroissement dans la création d'entreprise. Une hausse significative de 274% est ressentie par rapport au 4^{ème} trimestre 2009, par rapport au trimestre dernier cette augmentation est plus timide (+4%) selon les statistiques de la direction des impôts.

Tableau 13 : Situation de la création des entreprises

Secteurs	2009		2010			Variation en %	
	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	2 nd trim.	3 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim.	4 ^{ème} trim10/ 3 ^{ème} trim10	4 ^{ème} trim10/ 4 ^{ème} trim09
Entrepreneurs BTP	23	36	48	56	47	-16,0%	30,6%
Importateurs	1	-12	1	2	6	200,0%	150,0%
Commerçants	55	27	54	45	53	17,8%	96,3%
Prestataires de Services	6	-16	19	23	25	8,7%	256,0%
Total	85	35	122	126	131	4%	274%

La demande de patente pour le secteur commerce, qui représente 40,5% du totale des créations d'activités en Décembre 2010, a enregistré une hausse de 17,8% sur trois mois et de 96,3% sur une année. Même scénario pour la rubrique entrepreneur BTP, avec une augmentation de 30,6% si l'on compare à décembre 2009 mais recule de 16% sur trois mois.

Graphique 9 : Situation des activités créées



III. LES FINANCES PUBLIQUES

3.1. Tableau des opérations financières de l'Etat

Le tableau des opérations financières de l'Etat en Novembre 2010 dégage un solde base ordonnancement déficitaire de 1,318 milliards FD, ce dernier enregistre une amélioration de 83,6% sur une année et de 40,8% sur un mois. Les recettes et dons atteignent 62,626 milliards FD en Novembre 2010, soit une croissance de 8,2% sur une année et 13,4% sur un mois. Les dépenses totales quant à elles s'élèvent à 63,944 milliards FD en Novembre 2010 affichant une baisse de 3% sur une année et une augmentation de 11,3% par rapport au mois précédent.

Tableau 14 : Tableau des Opérations financières de l'Etat

Intitulés	2009		2010		Variation en %	
	Oct.	Nov.	Oct.	Nov.	Nov10/Oct10	Nov10/Nov09
(1) Recettes et Dons	53 840	57 900	55 228	62 626	+13,4%	+8,2%
a) Recettes budgétaires	45 097	48 892	46 740	53 521	+14,5%	+9,5%
impôts directs	13 061	14 565	14 583	15 627	+7,2%	+7,3%
impôts indirects	14 726	16 373	15 514	17 149	+10,5%	+4,7%
Recettes non fiscales	12 010	12 560	11 488	13 764	+19,8%	+9,6%
b) Dons officiels	8 744	9 007	8 488	9 105	+7,3%	+1,1%
- dons projets	7 565	7 729	7 778	8 311	+7%	+1,1%
(2) Dépenses totales	62 092	65 945	57 456	63 944	+11,3%	-3%
a) Dépenses courantes	38 753	41 288	39 707	44 587	+12,3%	+8%
Salaires	18 200	20 174	19 580	21 613	+10,4%	+7,1%
Intérêts	675	738	628	660	+5,1%	-10,6%
Matériels	11 656	11 908	10 674	12 440	+16,5%	+4,5%
Entretien	500	630	1 100	1 120	+1,8%	+77,8%
b) Dép. sociales sur finan ext.	1 001	1 101	710	794	+11,8%	-27,9%
c) Investissements						
Budgétaire	23 339	24 657	17 749	19 357	+9,1%	-21,5%
Extérieur	5 640	6 563	6 994	8 026	+14,8%	+22,3%
	17 699	18 094	9 766	11 331	+16%	-37,4%
Solde base ordt (1)-(2)	-8 252	-8 045	-2 228	-1 318	-40,8%	-83,6%
(1, a) – (2, a)	+6 344	+7 604	+7 033	+8 934	+27%	+17,5%

Source : Trésor National et Direction du Budget, unité en millions de FD

3.1.1. Evolution des recettes

En novembre 2010, les recettes et dons se sont établis à 62,626 milliards FD, dont plus de 80% provient des recettes budgétaires qui enregistrent une hausse de 9,5% comparées à leur niveau de novembre 2009. Cette progression est soutenue par les recettes fiscales qui atteignent 32,776 milliards FD par le biais d'un accroissement des impôts directs et indirects qui s'élèvent respectivement à 15,627 milliards FD et 17,149 milliards FD en novembre 2010 et qui enregistrent des hausses respectives de 7,3% et 4,7% comparées à Novembre 2009.

Les revenus domaines, qui ont atteint 4,434 milliards FD en novembre 2010 et qui connaissent une progression de 86% sur une année et de 7% sur un mois, permettent aux recettes non fiscales d'enregistrer une croissance de 9,6% en glissement annuel et 20% par rapport à octobre 2010.

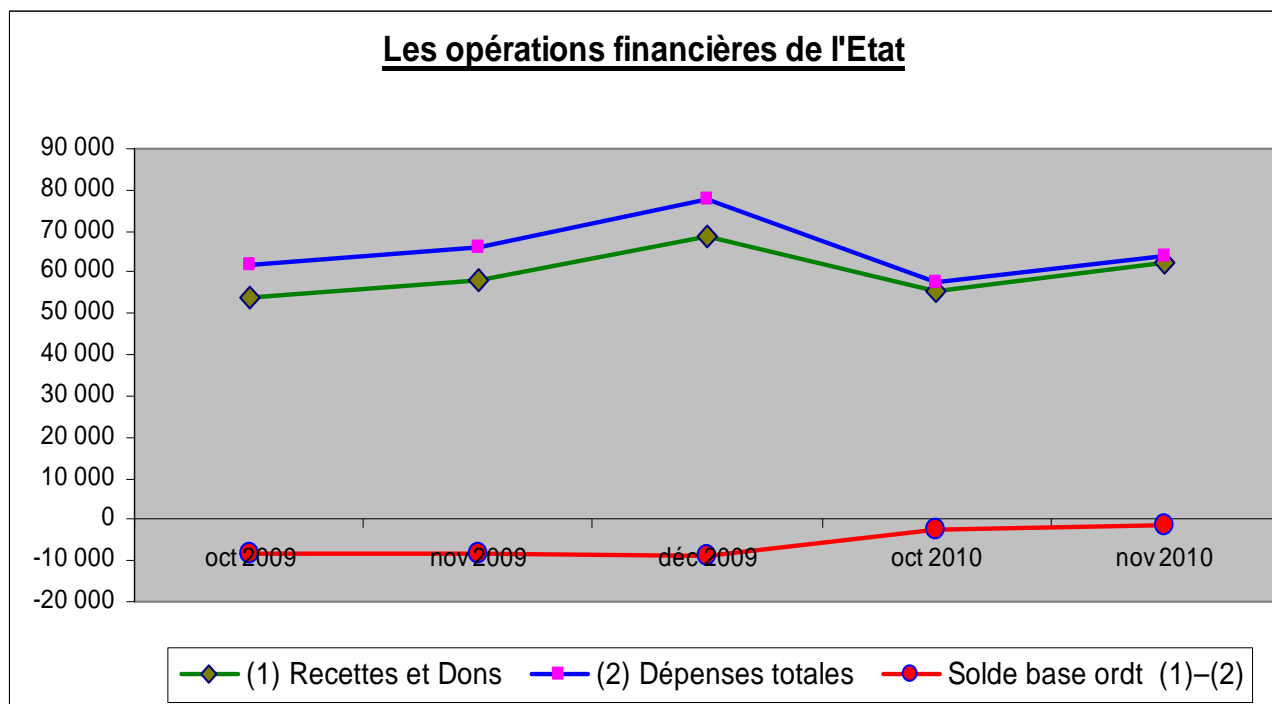
3.1.2. Evolution des dépenses

Les dépenses totales s'élèvent à 63,944 milliards FD en novembre 2010 et enregistrent une décroissance de 3% sur une année mais affiche une hausse de 11,3% sur un mois. La baisse de 3% en glissement annuel provient essentiellement de la baisse des dépenses d'investissements, plus précisément de la chute des décaissements liée aux financements extérieurs des projets.

Les dépenses courantes de l'Etat en novembre 2010 représentaient 70% des dépenses totales et se sont élevées à 44,587 milliards FD, soit un accroissement de 8% sur une année et de 12,3% sur un mois. Les dépenses en salaires et matériels ont augmenté respectivement de 7% et 4,5% en une année. Les dépenses sociales sur financement extérieur accusent une baisse de 28% en novembre 2010 comparées à leur niveau de novembre 2009, mais de 11,8% si on les considère sur un mois.

Le solde base ordonnancement affiche un déficit de 1,318 milliards de FD et enregistre dans la même occasion une baisse de 83% sur une année. Quant au solde intérieur, il affiche 8,934 milliards de surplus par rapport au quatrième trimestre 2009, avec une croissance de 17,5% sur une année et de 27% sur trois mois.

Graphique 10 : Evolution des agrégats de finances publiques



3.2. Le Service de la dette extérieure

En Décembre 2010, on note une baisse du service de la dette mandaté de 12,4% sur une année, alors que ce dernier augmente de 21,3% sur un mois. Le montant payé en décembre 2010 est de 1,670 milliards FD et affiche des hausses de 5% sur une année et de 15,6% sur un mois.

Tableau 15 : Tableau du Service de la dette extérieure

	Octobre 2009	Nov. 2009	Déc. 2009	Octobre 2010	Nov. 2010	Déc. 2010	Variation Dec10/Nov10	Variation Dec10/Dec09
Service de la dette mandaté (échéances courantes)	1 540	1 679	2 003	1 361	1 447	1 755	21,30%	-12,40%
-Principal	995	1 099	1 338	828	887	1 112	25,40%	-16,90%
-Intérêts	545	580	665	533	560	643	14,80%	-3,30%
Paiements	1 228	1 319	1 594	1475	1 445	1 670	15,60%	4,80%
-Principal	742	804	999	828	887	1 042	17,50%	4,30%
-Intérêts	486	515	595	533	558	643	15,20%	8,10%
Stock d'arriérés extérieurs	684	733	782	697	792	875	10,50%	12%
-Principal	591	634	678	576	681	745	9,40%	10%
-Intérêts	93	99	104	121	111	130	17,10%	25%

Source : Direction du Finance Extérieur

Du 1^{er} au 31 Décembre 2010, la DFE a mandaté un montant cumulé de 1755 millions FD (dont 1112 millions FD en principal et 643 millions FD en intérêts) correspondant aux échéances de l'IDA, de la BAD et l'OPEP.

Sur ce montant ordonnancé, il faut souligner que l'Etat a procédé au règlement de l'intégralité des échéances de l'IDA et de la BAD pour un montant total de 1670 millions FD, (représentant 95% des mandatements). D'autre part, au titre des échéances en arriérés de l'année dernière, les échéances auprès de la BID ont été réglées pour un montant de 85 millions FD.

Le stock d'arriérés enregistré à fin décembre 2010 se compose uniquement de l'échéance impayée auprès de l'OPEP d'un montant de 875 millions FD. Cette échéance en arriéré fera l'objet de règlement sous peu. Les autorités continuent de respecter ainsi le critère de réalisation continu de non accumulation d'arriérés de paiement de la dette extérieure.

3.3. Investissements publics

Dans le cadre du programme d'investissement public du mois de Décembre 2010, les tirages effectués par les projets sont de l'ordre de 2,333 milliards FD. Une croissance de l'ordre de 232% par rapport au mois de Novembre 2010 due à une hausse conséquente sur les secteurs Education, Urbanisme et logement et Routes & Equipements.

Les mêmes tirages enregistrent une baisse de 24,5% si l'on compare les mois de décembre 2009 et décembre 2010. Si l'on considère le cumule de toute l'année 2010 (16,583 milliards FD), on constate une baisse des tirages de 27,6% par rapport au cumule de l'année 2009 (22,889 milliards FD). Seules les secteurs de l'éducation et de l'urbanisme ont vu leurs décaissements à la hausse sur l'ensemble de toute l'année 2010 avec respectivement +35% et +16,6%.

Tableau 16 : Situation de décaissement des projets

Secteurs	2009				2010				Variation en %
	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul total	Oct.	Nov.	Déc.	Cumul total	Cumul 10/Cumul09
Agriculture, élevage et pêche	26	14	59	492	142	31	31	450	-8,5%
Eau, énergie, Environnement	1 062	96	326	5 513	428	456	143	3 232	-41,4%
Infrastructures et Equits	0	0	69	69	0	0	0	0	-100,0%
Urbanisme, Logement et Assainissement.	434	7	572	7 893	198	0	389	5 938	-24,8%
Affaires sociales (pauvreté)	78	178	573	2 636	547	157	307	3 074	+16,6%
Education	0	0	408	1 835	0	0	71	174	-90,5%
Santé	29	225	485	1 641	59	43	802	2 215	+35,0%
Appui Gestion Econom.	111	80	404	2 379	105	0	578	1 447	-39,2%
TOTAL	12	29	194	431	6	15	12	53	-87,7%
TOTAL	1 752	629	3 090	22 889	1 485	702	2 333	16 583	-27,6%

Source : Direction Financement extérieur (PIP), unité en millions de FD

Parmi les secteurs qui ont bénéficié de décaissements en Décembre 2010, **l'éducation** arrive en tête avec 802 millions de FD et enregistre ainsi une hausse de 1765% comparée au mois d'Octobre 2010, les tirages représentent 34,3% du total des décaissements effectués dans ce mois. Les projets enregistrent une hausse de régime par rapport au mois de Novembre 2010. Comparé aux secteurs qui ont procédé aux décaissements, l'éducation a un taux d'absorption élevé ce mois-ci vu le nombre de projets en vigueur sur ce secteur.

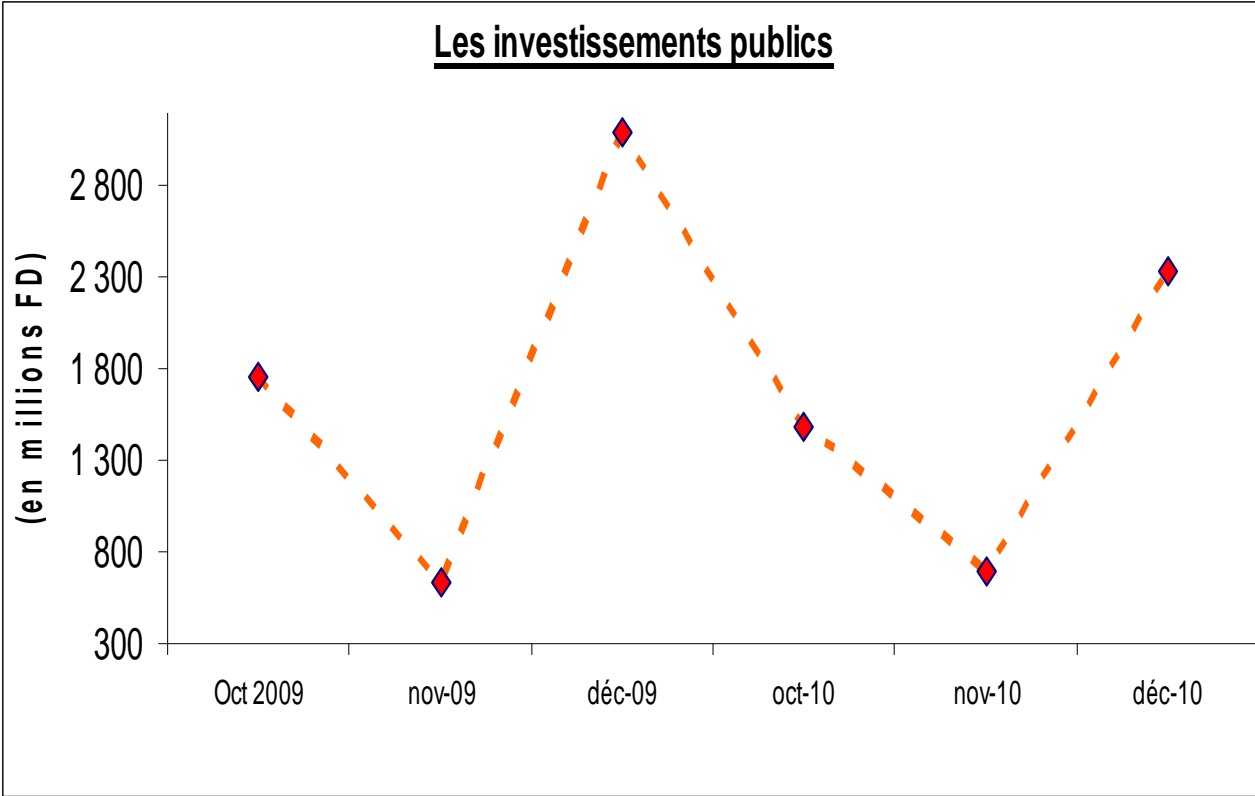
Le secteur de la **santé** affiche une croissance de l'ordre de 578 millions FD par rapport au mois précédent et ce en des décaissements enregistrés pour le projet de construction de l'Hôpital Régional d'Ali Sabieh, financé par la Banque Islamique de Développement. Ce secteur représente 25% du total des décaissements effectués en Décembre 2010.

Concernant le secteur **Equipement et route**, on souligne une hausse de décaissements de 100% par rapport au mois précédent. Cette hausse est le résultat de tirages effectués sur le Projet de Réhabilitation des Equipements de la Radio Télévision de Djibouti d'une part et le projet Renforcement des Capacités de Transport Maritime à l'Intérieur du Golfe de Tadjourah.

Le secteur **Urbanisme et Logements** vient d'enregistrer un décaissement de l'ordre de 181 Millions FD par le Projet de Fonds de Développement Economique, concernant la convention de rétrocession signée entre le Ministère des Finances et l'institution en charge du projet. Quant au second projet qui vient d'effectuer un tirage, il s'agit effectivement du projet d'Assainissement de Quartier 4 financé par l'Union Européenne. La totalité des tirages effectués sur ce secteur sont de l'ordre de 307 Millions FDJ.

Pour le secteur **Eau/ Energie**, le projet d'interconnexion électrique avec l'Ethiopie et le Projet Energie sont ceux qui ont décaissé. Le Projet d'interconnexion électrique (DON&PRET) vient d'effectuer plusieurs demandes de paiement direct. La totalité des paiements effectués sur le secteur Eau/Energie est égale à 143 Millions FD.

Graphique 2 : Evolution des décaissements des investissements publics



VI. LE COMMERCE EXTERIEUR

Les importations du pays, en valeur au 4^{ème} trimestre 2010, enregistrent une décroissance de 39% sur une année et de 7,3% sur trois mois. En volume, ces importations s'établissent à 125 359,3 tonnes dans le même trimestre.

Parmi les produits (exprimés en valeur) qui ont fortement baissé au quatrième trimestre 2010, on relève l'alimentation et boissons (-62,3%), les machines diverses et appareils électriques (-42%), les véhicules et matériels de transport (-17,3%) ainsi que les textiles et chaussures (-47,2%) par rapport au quatrième trimestre 2009.

Les importations Djiboutiennes proviennent essentiellement des pays comme l'Ethiopie, les Emirats Arabe Unis et de la Chine en termes de volume.

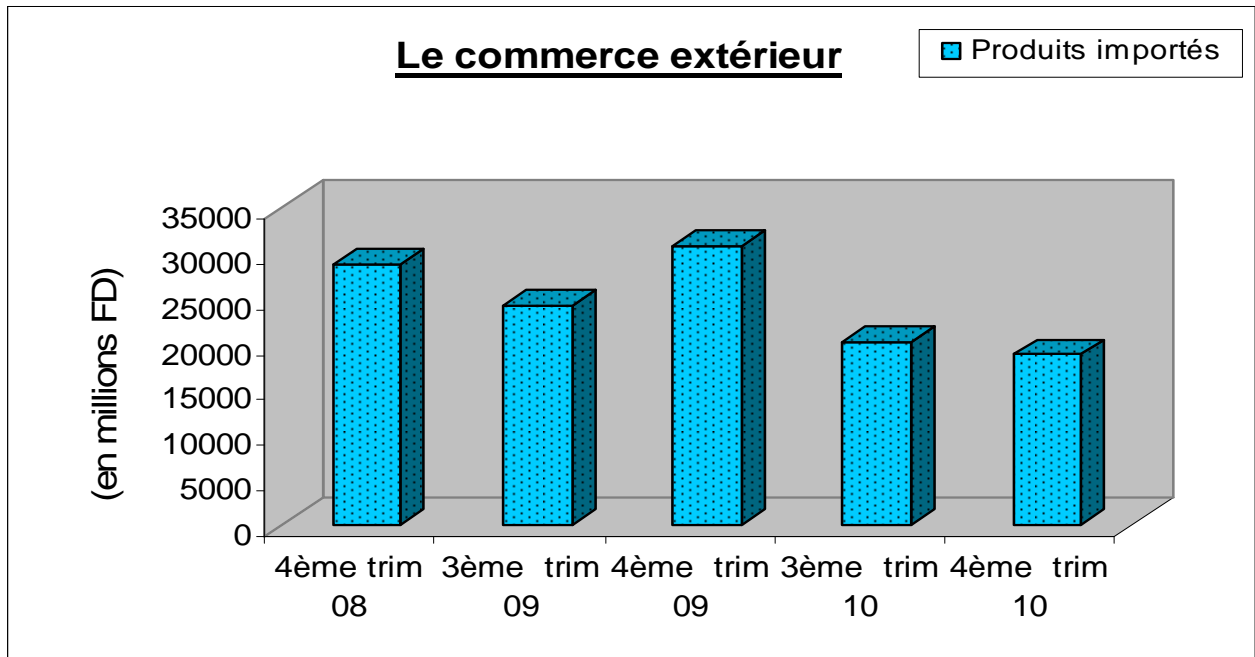
Si l'on considère ses importations en valeur, des pays comme la Belgique et la France se retrouvent avec un poids non négligeable (parité euro/dollar oblige).

Tableau 17 : Evolution des importations

Produits importés (en millions de FD)	2009	2010		En volume Net (tonnes) au 4eme trim. 2009	Variation en %	
	4 ^{ème} trim.	3 ^{ème} trim	4 ^{ème} trim		Var 4 ^{ème} 10/ 3 ^{ème} 10	Var 4 ^{ème} 10 /4 ^{ème} 09
ALIMENTATION et BOISSONS	9 708	4253	3 605	34 448,5	-15,2%	-62,9%
TABACS BRUTS et MANUFACTURES	179	55	61	87, 719	+11%	-65,9%
KATH	990	895	1 102	1 389,3	+23,1%	+11,3%
MINERAUX non COMBUSTIBLES	871	126	200	9 129,9	+58,7%	-77%
HYDROCARBURES et DERIVES	8 895	8928	8 578	61 751,8	-4%	-3,6%
PRODUITS CHIMIQUES	1 124	725	621	4 450,2	-14,3%	-44,8%
PLASTIQUES et DERIVES	450	435	352	1 333,4	-19,1%	-21,8%
PAPIERS, LIVRES, JOURNAUX	419	210	118	590,7	-43,8%	-71,8%
TEXTILES et CHAUSSURES	978	638	516	1 707,8	-19,1%	-47,2%
OUVRAGES en PIERRE, CIMENT, CERAMIQUE, VERRE	412	150	128	2 175,9	-14,7%	-68,9%
BOIS et OUVRAGES en BOIS (sauf MEUBLES)	390	197	100	909,0	-49,2%	-74,3%
METAUX et PRODUITS des METAUX	813	209	292	1 624,0	+39,7%	-64%
MOBILIER (en BOIS ou AUTRE)	219	176	128	671,8	-27,3%	-41,6%
MACHINES DIVERSES et APPAREILS ELECTRIQUES	2 544	1504	1 477	1 726,2	-1,8%	-41,9%
VEHICULES et MATERIELS de TRANSPORT	1 679	1585	1 388	2 813,4	-12,4%	-17,3%
AUTRES MARCHANDISES DIVERSES	722	125	94	541,6	-24,8%	-87%
TRANSACTIONS SPECIALES	673	1	0	7 818	-100%	-100
TOTAL DES IMPORTATIONS	30 766	20 216	18 768	125 359,3	-7,2%	-39%

Source : Banque Centrale de Djibouti

Graphique 3 : Evolution des importations



V- LA MONNAIE ET LE CREDIT

La situation monétaire, arrêtée au 30 novembre 2010, donne une stabilité de la masse monétaire sur un mois et une hausse de 8% sur une période annuelle.

Les avoirs Extérieurs Nets se sont fixés à 138,6 milliards de FD malgré un fléchissement mensuel de 2,2% et une légère baisse annuelle. Les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont contribué à cette baisse avec une réduction de 0,8% et 3,9% respectivement sur un mois et sur un an. Contrairement à un rythme mensuel où il a été constaté une baisse de 5,7%, les avoirs extérieurs nets des autorités monétaires ont montré une situation à la hausse de 9,2% sur un an.

Il est notamment observé un accroissement des Crédits Intérieurs tant mensuellement qu'annuellement pour atteindre 75 milliards de FD en novembre 2010. Ce sont les crédits à l'économie qui ont soutenu cette hausse avec des accroissements de 1,7% et 24,7% respectivement sur un mois et sur un an et plus particulièrement par le secteur privé qui représente plus de 88% des crédits intérieurs. Quand aux créances sur l'Etat, un recul mensuel et annuel a été observé.

Tableau 18 : La situation monétaire

Intitulés	2009		2010		Variation en %	
	Nov.	Déc.	Oct.	Nov.	Oct. 10/Nov. 10	Nov. 10/Nov.09
Avoirs extérieurs nets	139 462	135 562	141 752	138 607	-2.2%	-0.6%
Autorités monétaires	35 372	35 182	41 001	38 643	-5.7%	9.2%
Banques commerciales	104 090	100 380	100 751	99 964	-0.8%	-3.9%
Crédits intérieurs	62 388	65 170	74 850	74 999	0.2%	20.2%
Créances sur Etat	7 118	7 725	7 058	6 059	-14.1%	-14.9%
Crédits à l'économie	55 20	57 445	67 792	68 940	1.7%	24.7%
Autres postes nets	-28 227	-28 621	-28 840	-26 008	-9.8%	-7.8%
Masse monétaire	173 621	172 111	187 762	187 598	-0.08%	8%
Monnaie Fiduciaire	19 528	19 629	19 003	19 330	1.7%	-1%
Total Dépôts en FD	77 834	79 420	91 111	90 568	-0.6%	14%
Dépôts à vue en FD	58 572	60 262	73 557	72 169	-1.9%	23.2%
Dépôts à terme	19 262	19 157	17 554	18 399	4.8%	-4.5%
Dépôts en devises	76 260	73 063	77 647	77 700	0.07%	1.9%

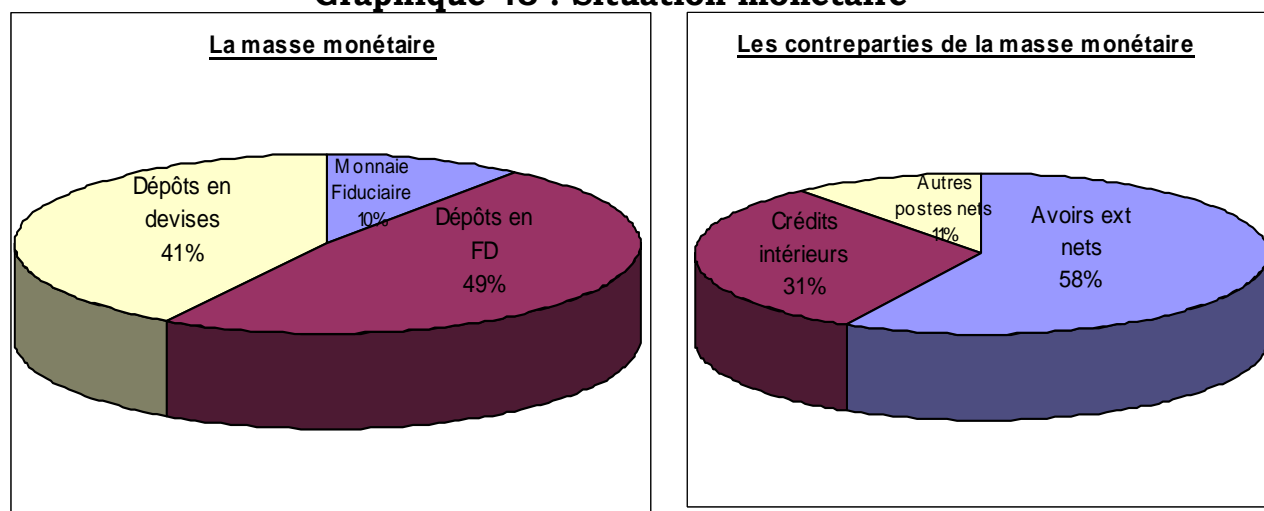
Source : Banque Centrale de Djibouti, unité en millions de FD

La masse monétaire a enregistré en novembre 2010 une progression de 8% par rapport au même mois de l'année 2009 en s'élevant à 187,598 milliards de FD mais montre une légère baisse sur une période mensuelle.

Au 30 novembre 2010, l'ensemble des dépôts (sauf les dépôts à terme qui baissent de 4,5%) ont augmenté en glissement annuel.

Ce sont les dépôts à vue et les dépôts en devises qui ont participé à cette hausse avec +1,9% sur un an.

La monnaie fiduciaire n'a pas beaucoup varié et elle se situe en novembre 2010 à 19,33 milliards de FD.

Graphique 43 : Situation monétaire

CONCLUSION

Le dernier trimestre de l'année 2010 n'a pas donné des suites attendues, puisque l'EDD, le Port et les transports routiers ont vu leurs indicateurs/chiffres dégringolés d'un trimestre à l'autre et même sur l'ensemble de l'année 2010 par rapport à l'année 2009.

On note une bonne tenue des finances publiques et de la situation monétaire, qui sont restées bien orientées.

En perspectives pour l'année 2011, les projections tablent sur une croissance du PIB réel de 4,5% et sur un niveau d'inflation de 3,5%. Les facteurs de risque seraient essentiellement liés à l'incertitude sur la vigueur de la reprise économique mondiale et son impact sur la demande adressée aux pays émergents et aux pays en développement, au renchérissement des prix du pétrole et à la contraction des ressources extérieures à mobiliser.

Un autre facteur de risque important reste l'impact de la catastrophe naturelle et du risque nucléaire au Japon qui affectera certainement l'offre mondiale dans les secteurs de l'automobile et de l'électronique de pointe.

L'année 2011 verra se renforcer un peu partout dans le monde les pressions inflationnistes liées à la flambée des cours du pétrole et des produits alimentaires.

Une politique accrue de surveillance des prix des produits de grande consommation doit être mise en place afin de prendre en temps opportun les mesures appropriées d'atténuation sur les conditions de vie des ménages, surtout des ménages pauvres et vulnérables.

En effet, l'indice des prix alimentaires de la Banque mondiale a augmenté de 15% entre octobre 2010 et janvier 2011 et frise actuellement son niveau record de 2008. Toujours d'après la Banque mondiale, les prix mondiaux du blé, du maïs, du sucre et des huiles alimentaires ont connu de fortes augmentations au cours des six derniers mois, tandis que ceux du riz enregistraient une hausse relativement plus faible.

Au titre des mesures, on peut envisager la création d'une Inspection des Affaires Economiques qui aura pour mission de contrôler les marges des commerçants et de la métrologie pour éviter les fraudes sur les quantités pour les ventes au détail des produits faisant l'objet de peser.